

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

L'an deux mil vingt

Le Vingt-Cinq Février à 19 heures

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
"PAYS DE LAPALISSE"

"PAYS DE LAPALISSE"

légalement convoqué en date du 20 Février 2020 s'est réuni, à la Salle de la Grenette de Lapalisse, en séance ordinaire publique

sous la présidence de

**Monsieur Jacques de CHABANNES, Président**

### NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE :	25
PRESENTS :	22
VOTANTS :	22

Etaient présents :

- Commune de ANDELAROCHE : Mme RICHARD
- Commune de BARRAIS-BUSSOLLES : M. RABOUTOT
- Commune de BILLEZOIS : M. PLANCHE
- Commune de LE BREUIL : M. LASSALLE
- Commune de DROITURIER : M. BILLAUD
- Commune de ISSERPENT : M. SALLES
- Commune de LAPALISSE : M. de CHABANNES, Mme LESME, M. EGAL, Mme MINARD de CHABANNES, M. BRUNIAU Mme DUPERROUX, M. VALERO PETELET, Mme AUBIN, M. BOUCHET
- Commune de PERIGNY : M. HERVIER
- Commune de SAINT-CHRISTOPHE : Mme WALRAET
- Commune de SAINT-ETIENNE-DE-VICQ : M. POTHIER
- Commune de SAINT-PIERRE-LAVAL : M. COLLANGES
- Commune de SAINT-PRIX : M. HANGARD, Mme L'HULLIER
- Commune de SERVILLY : M. SAULNIER

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents :

- M. CAILLAULT (Commune de BERT)
- M. FUMOUX (Commune de LAPALISSE)
- Mme CHEVENIER (Commune de LAPALISSE)

Monsieur Cyril VALERO PETELET a été élu Secrétaire.

### OBJET :

Délibération autorisant le Président à prescrire la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal n°2

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-54 et suivants et L.300-6 relatifs à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi ;

VU les articles R.153-20 et R.153-21 du même code relatifs aux mesures de publicités et d'affichage ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé le 18/06/2009 et modifié comme suit : révision simplifiée n°1 et modification n°1 le 22/06/2011, modification simplifiée n°1 le 30/11/2011, mise à jour n°1 le 19/12/2011, révisions simplifiées n°2 à 10 le 03/09/2013 puis le 29/11/2013, modification n°2 et mise à jour n°2 le 03/09/2013, mise à jour n°3 le 06/10/2014, modification simplifiée n°2 le 27/04/2015, modification simplifiée n°3 le 02/06/2016, mise à jour n°4 le 12/10/2017, modification simplifiée n°4 le 24/07/2018 et mise en compatibilité n°1 le 18/12/2018;

Considérant que le projet d'installation d'ombrières photovoltaïques sur le parking poids-lourds de l'aire des vérités porté par la société Total Quadran pour le compte de la SAS l'Aire des Vérités, revêt un caractère d'intérêt général en ce qu'il est en adéquation avec les objectifs nationaux en termes d'énergies renouvelables. Il répond en outre aux objectifs qui seront fixés dans le plan climat air énergie territorial en cours d'élaboration. Ce projet est en faveur de la transition énergétique en offrant une production d'une puissance de 3,329 MWc;

Considérant que le projet d'ombrières photovoltaïques nécessite une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme puisqu'une partie du parking poids-lourds est actuellement classé en zone A (agricole) au plan local d'urbanisme intercommunal. Cette zone admet, dans son règlement, ce type d'installation cependant, la société Total Quadran n'a pas pu obtenir le certificat d'éligibilité pour candidater aux appels d'offres de la commission de régulation de l'énergie afin d'obtenir un tarif d'achat de l'électricité produite du fait du classement en zone A. En effet, le cahier des charges de la commission de régulation de l'énergie ne prévoit pas le cas d'une implantation d'ombrières en zone A.

De plus, il convient de mettre en compatibilité le PLUi afin qu'il soit en adéquation avec l'occupation du sol. En effet, le parking est en service depuis 2010, il n'a aucune vocation agricole, il fait partie de l'emprise de la zone d'activités des Prés de la Grande route. Il s'agit manifestement d'une erreur de zonage lors de l'élaboration du document d'urbanisme approuvé en 2009. Il est ainsi nécessaire d'intégrer cette emprise du parking classée en zone A (environ 4 000 m<sup>2</sup>) en zone U1a comme l'ensemble de la zone d'activités.

Considérant que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi prévoit la réalisation d'une réunion d'examen conjoint de l'État, de la Communauté de communes et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme;

Considérant que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi nécessite la réalisation d'une enquête publique pendant une durée de 1 mois conformément à l'article L.153-55 du code de l'urbanisme;

Le Conseil, entendu les explications de son Président et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'autoriser le Président à prescrire la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi n°2 et à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.
- Que, conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie de Lapalisse et au siège de la Communauté de communes durant 1 mois ainsi que d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département;

Fait et délibéré à Lapalisse les jour, mois et an que dessus.

Pour copie conforme,  
Le Président,  
J. de CHABANNES,

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
"PAYS DE LAPALISSE"

Certifié exécutoire  
Transmis en Sous-Préfecture  
de Vichy le : - 9 MARS 2020  
Publié ou Notifié  
le : 28 FEV. 2020  
Accusé Réception en Sous-Préfecture  
le :  
Ou Accusé Réception de la télétransmission  
le :

Le Président,  
J. de CHABANNES,

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
"PAYS DE LAPALISSE"